

# CRISE : Quand Français et Allemands réfléchissent à une sortie ordonnée de l'euro.

## *L'appel de Düsseldorf*

Roland Hureau le jeudi, 14/06/2012 dans Valeurs actuelles



N'eût été le bruit de la campagne présidentielle française, la mise au point d'un texte commun entre six experts français et six experts allemands appelant leurs gouvernements respectifs à démonter l'euro dans les plus brefs délais aurait peut-être reçu toute l'attention qu'il mérite.

Parmi les signataires français, Alain Cotta, professeur émérite d'économie à l'université de Paris-IX Dauphine, Jean-Jacques Rosa, également ancien de Dauphine, Gérard Lafay de Paris-II, Jean-Pierre Gérard, industriel, ancien membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France, président du Club des numéros un mondiaux français à l'export.

Parmi les signataires allemands, aussi bien Wilhelm Nölling, ancien député (et sénateur) SPD de Hambourg, que Bruno Bandulet, ancien conseiller de Franz-Josef Strauss (CSU), le professeur Karl Albrecht Schachtschneider, professeur de droit économique à l'université de Nuremberg, le professeur Joachim Starbatty, de Tübingen, et surtout Dieter Spethmann, ex-patron de Thyssen.



La partie allemande rendait l'invitation lancée par Michel Robatel, industriel lyonnais, à un colloque qui s'était tenu en octobre à Lyon.

**Les auteurs de l'appel n'y vont pas par quatre chemins :** « *Treize ans après le lancement de l'euro, il est patent que non seulement cette expérience n'a tenu aucune de ses promesses, mais même que sa poursuite risque de déboucher sur le chaos.* »

Après cette entrée en matière en fanfare, ils énumèrent tous les méfaits de l'euro : « ***Au lieu de la prospérité, un ralentissement de la croissance dans tous les pays de la zone, avec un important volant de chômage. Au lieu de la rigueur, dix années d'augmentation irresponsable des dépenses publiques et des dettes souveraines, qu'une génération de sacrifices ne suffirait pas à apurer. Au lieu d'une meilleure intégration économique, des déséquilibres entre les pays qui s'aggravent chaque jour. [...] Au lieu d'un rapprochement des peuples, une animosité croissante entre créanciers et débiteurs.*** »

Les auteurs constatent que « ***les plans successifs destinés à "sauver l'euro" sont vains. Poursuivant un objectif qu'elle n'atteindra de toute façon pas, l'Europe est entraînée dans une spirale de récession qui, s'agissant du premier marché mondial, inquiète la planète tout entière*** ». Surtout, ils mettent en garde contre la tentation des "eurobonds" : « ***Il est tout aussi illusoire d'espérer organiser une "Europe des transferts", qui exigerait le transfert durable de centaines de milliards d'euros vers les pays en difficulté, revenant à une***

**collectivisation des déficits publics. Solution refusée par les peuples que l'on voudrait mettre à contribution tout en n'offrant aucun espoir de redressement aux plus mal en point.**

**« Cet acharnement thérapeutique, qui ne vise que le court terme, ne pourra éviter l'accélération des secousses qui touchent non seulement la sphère financière mais aussi l'économie réelle. S'il n'y est pas rapidement mis fin, l'expérience de la monnaie unique se terminera de la manière la plus dramatique : détérioration de la situation économique, explosion du chômage, désordres sociaux, montée des extrémismes, résurgence d'anciens conflits, destruction de l'État de droit : les pays de l'Europe deviendraient ingouvernables. »**



Les experts proposent alors un plan pour revenir aux monnaies nationales en limitant au maximum les secousses : pour la France, peu de changement : 100 euros deviendraient 100 francs ; mais 90 marks, 120 liras, 200 drachmes, etc.

Les discussions ont montré que le problème le plus difficile à régler était celui des dettes souveraines : pas d'autre solution, selon les auteurs du manifeste, que de les libeller, sans changer le montant, dans les nouvelles monnaies nationales, ce qui suppose une nouvelle défaillance de 50 % pour la Grèce, un peu moins pour les autres pays du Sud. Mais, à la différence des plans actuels, la dévaluation des monnaies de ceux-ci leur permettrait un retour rapide à la compétitivité.

**L'établissement de ce document important montre que, contrairement aux stéréotypes français,** les Allemands sont loin d'être unanimes à soutenir l'euro. Que l'appel ait été mis au point à l'Industrie Club de Düsseldorf, saint des saints de la vieille industrie allemande, montre qu'une partie de celle-ci ne verrait pas d'un mauvais œil l'abandon de l'euro.

Surtout, les Allemands craignent que l'euro explosant en catastrophe, ils ne retrouvent rien de leurs créances, tandis qu'un démontage ordonné leur assurerait d'en récupérer une partie.

Il se peut que la gravité atteinte par la crise de l'euro ne laisse désormais le choix qu'entre deux options : soit une rupture incontrôlée aux conséquences cataclysmiques, tant sur l'économie européenne que sur l'économie mondiale, soit une rupture concertée limitant le choc et permettant de relancer l'économie européenne sur des bases assainies.

Ces rencontres ont en tout cas montré que la fin de l'euro ne marquerait pas forcément la fin de la coopération franco-allemande, au contraire.

**Roland Hureaux, essayiste**

<http://trinite.1.free.fr>

